

## COMMISSION CIVISME

**Sur « Les banlieues »**

**avec Mme Bui Trong**

**(Texte relu par Mme Bui Trong)**

**Samedi 25 novembre 2006**

**Présents :** Mesdames Marie-Josèphe de Bergh, Anne Gaschy, Christine Guimonnet, Véronique Poggioli, Michèle Poncelet

Messieurs Pierre Kerleroux, Jean-Marie Noël, Jacques Seguin

**Excusée :** Aleth Briat, Isabelle Cureaux

**Invitée :** **Madame Lucienne Bui Trong**, ancien commissaire divisionnaire, chargée de la section Villes et Banlieues à la direction centrale des Renseignements généraux.

**Mme Bui Trong explique que nous vivons dans une période difficile et souligne le rôle important des professeurs d'histoire-géographie dans la construction de notre mémoire. D'abord professeur de philosophie, elle a passé à l'âge de 43 ans le concours de commissaire de police puis a suivi une école de formation. La direction centrale des Renseignements généraux où elle travaille jusqu'en 2000, est un endroit un peu particulier, qui a pour mission d'informer le gouvernement et les préfets sur les faits de société susceptibles d'engendrer des troubles. Il faut être plongé dans la société, écouter, renseigner sur les besoins, les aspirations, les mouvements d'opinion, le terrorisme. Un travail dans l'hypothétique qui requiert une bonne connaissance du terrain.**

« En 1990, je me trouve à la DCRG et les problèmes des banlieues sont déjà importants. Il y a eu les émeutes de Vaulx-en-Verin et des prémices étaient déjà sensibles au début des années 80 (violence, rodéos..). Les années 90 prennent une dimension nouvelle, à Vaulx-en-Verin. Après le décès d'un jeune, passager d'une moto, qui roulait sans casque, voulant éviter un contrôle de police, le quartier du Mas du Taureau s'embrase, avec une immense émotion collective : il y a trois nuits de violence, le centre commercial a brûlé, de même qu'environ 50 voitures. Les RG ont commencé à travailler là-bas, sentant une situation difficile : des jeunes en état de provocation, de sécession.

Les RG ont donc décidé de créer un observatoire de la violence dans les quartiers sensibles. Que faire pour éviter une aggravation ? Le phénomène avait beau être embryonnaire, il signalait un problème nouveau avec une frange de jeunes qui se sentaient victimes provoquant les différentes formes de l'autorité. Un travail spécifique était donc nécessaire.

Il est important pour moi de faire entendre le point de vue de la police : elle est plongée dans la face sombre de la société, qu'elle connaît bien, en particulier les difficultés de l'âme humaine. Mais elle s'exprime peu publiquement car l'institution policière se sent mal aimée, mal respectée, moins « intellectuelle » que d'autres institutions. Elle a écouté la société, monté des partenariats avec l'Education Nationale, des rectorats pour échanger des points de vue, tirer des leçons, faire de la formation continue.

A l'époque, les Ministres de l'Intérieur (Pierre Joxe, Philippe Marchand) n'avaient pas un discours en phase avec ce que ressentaient les policiers. D'autres ministres (Michel Delebarre, Edith Cresson) évoquaient une juste révolte de la jeunesse. Les policiers de terrain étaient en outre choqués des accusations stigmatisant leur dérive raciste (Sos-Racisme). La police se

sentait systématiquement mise en accusation et le vivait très mal. D'autres problèmes graves sont médiatisés les mois suivants avec des attaques et des émeutes :

- l'automne 1990, des casseurs pillent le magasin C&A de Montparnasse lors d'une manifestation lycéenne.
- mai 1991 : embuscade aux Ullis
- 25 mai : à Mantes-la-Jolie, lors d'une fête suivant un match de football féminin, des jeunes du quartier avaient voulu entrer et les vigiles les avaient refoulés. S'en était suivie une nuit d'émeute. Un jeune qui lançait des pierres s'était retrouvé au commissariat et était mort suite à une crise d'asthme. La presse montre l'émeute comme une réaction au décès de ce jeune. L'institution étant perçue comme injuste, l'émeute est donc légitime. Or il s'agissait de jeunes connus pour de la petite violence quotidienne (15, 20 interpellations) sur un petit territoire ; l'embrasement a cependant touché le quartier.
- Juin : Meaux

Les RG ont eu la volonté d'éclairer le gouvernement sur la réalité du risque à la veille de l'été 1991. Il n'y avait pas de risque d'embrasement généralisé, mais plutôt de la délinquance de quartiers commise par des groupes identifiés à un territoire, avec une sorte de nationalisme de quartier ne reconnaissant pas d'autre autorité que celle de la bande. Il n'y a pas de solidarité entre quartiers et la concurrence vise à rivaliser pour se faire connaître des médias. La délinquance s'étendant, les RG, qui reçoivent beaucoup d'informations, ont voulu cartographier les zones à risques : pour cela nous avons activé les services départementaux travaillant sur le sujet, de manière à repérer les quartiers sensibles (expression encore très peu usitée). C'était donc une monographie faisant appel à l'étude de l'urbanisme, de la sociologie, du pourcentage de chômeurs, d'étrangers, de l'encadrement, de la jeunesse, de la politique de la ville (qui concernait à l'époque 450 quartiers) , des formes de délinquance, de violence....

Nous avons abouti à 800 monographies dont 105 avec de la violence urbaine quotidienne. Les mêmes formes de violence apparaissaient partout mais évoluaient par étapes : marquer le territoire, puis contester des symboles de l'autorité. Ensuite venaient les attaques envers les personnes.

J'ai essayé d'élaborer une grille d'analyse, une sorte d'échelle de la violence comptant 8 degrés et permettant de voir l'évolution du quartier :

- **Stade 1** : problèmes circonscrits au quartier
- **Stade 2** : les symboles de l'autorité sont attaqués discrètement : tags, graffitis contre la police, la dégradation de la voiture du professeur, l'incendie du centre social
- **Stade 3** : attaque à l'autorité sous forme de violence contre des personnels (conducteurs de bus, professeurs, ceux portant un uniforme)
- **Stade 4** : attroupement visant la police
- **Stade 5** : jets de pierres sur la police, agressions
- **Stade 6** : guet-apens préparé plusieurs jours à l'avance. Si un jeune est touché, le groupe veut se faire justice
- **Stade 7** : mini émeute : on brûle un bus, une bibliothèque puis le groupe se disperse
- **Stade 8** : émeute du type de celle de Vaulx-en-Velin

Les RG ont fait une base de données, ont pu cartographier le phénomène : en juin 1991 De multiples petits actes, pris un à un ne semblent pas trop graves mais la police ne peut déployer beaucoup de moyens à chaque fois. Qui ira poursuivre les auteurs d'incendies de

boîtes aux lettres ? Par contre, lorsqu'il y a un mort, comme avec une attaque de bus, les moyens sont plus importants.

En fait, contrairement à ce qu'on imagine, les petits actes de délinquance ont un gros impact sur le quartier : le sentiment d'impunité renforce la petite violence. Lorsqu'une poubelle brûle dans une cave, il faut faire évacuer tout l'immeuble

Durant dix ans, le suivi de ces quartiers nous a permis de voir une aggravation régulière et une massification du phénomène. Nous ne tenions pas un score mais voulions alerter des pouvoirs publics qui ne s'y intéressaient que sporadiquement, pour que ces phénomènes soient perçus à leur valeur réelle. Sur les 105 quartiers recensés, 40 étaient au niveau 4 et 2 au niveau 6 en 1990. Dix ans après, il y avait 900 quartiers au lieu de 105, et 165 se trouvaient au niveau 4. Et dans chaque cité, le nombre d'auteurs a augmenté : de 10-15, le nombre est passé à une cinquantaine en 2000, au moment, où j'ai pris ma retraite. En dix ans, nous avons comptabilisé 40 émeutes de stade 8 et 250 émeutes de stade 7. Je n'ai jamais été surprise par les endroits concernés par les émeutes, car le terrain était préparé.

Le phénomène de violence s'est étendu, touchant davantage de lieux, de gens, avec davantage de gravité, y compris dans le choix des armes (bâtons puis armes blanches, pistolets à grenaille, et enfin armes à feu). La violence s'est radicalisée avec des cocktails Molotov, dont on trouve de véritables dépôts.

Parallèlement, le « business » s'est développé, les interventions policières sont plus lourdes, mobilisant BAC, GDI, CRS, plusieurs commissariats : il faut multiplier les services pour une intervention. Le manque de rapidité, de disponibilité explique que les populations et les victimes ressentent un abandon.

Ces violences sont cependant très circonscrites : par exemple, lorsqu'on évoque le Val Fourré, avec ses 25 000 habitants, il y a cinq points chauds et ce n'est donc pas tout le quartier qui brûle ! Mais il faut regarder à la loupe, car on peut douter de cette localisation géographique très circonscrite.

Quant aux émeutes de novembre 2005, il y a eu une sorte d'embrasement simultané et c'est la première fois que tant de villes ont été touchées en même temps à partir d'un même incident.

D'ordinaire, lorsque deux quartiers bougent, c'est parce que une des personnes mises en cause a un lien avec les deux quartiers, par l'intermédiaire d'un déménagement par exemple.

Les pouvoirs publics avaient travaillé à prévenir les émeutes (cellules de veille, cellules de crise) et à tenir le même discours.

J'ai cependant été étonnée de voir à quel point cette émeute de 2005 a été si mal maîtrisée. A Clichy, la police pensait que l'émeute serait comme les autres, mais la télévision avec la multiplication des images, a entraîné d'autres émeutes, dans un esprit ludique, de concurrence. La télévision a également mis en lumière les dissensions à l'intérieur même du gouvernement, entre Nicolas Sarkozy et Azouz Begag, empêchant toute unité dans l'expression de l'autorité et dans l'appel au calme. Ces violences ont naturellement des causes profondes

85 % des auteurs de ces violences sont d'ascendance maghrébine, 5% d'ascendance africaine (selon une base de données d'environ 2000 noms de meneurs de quartier, interpellés au moins cinq fois pour des violences urbaines). La violence surgit là où l'immigration s'ajoute aux autres caractéristiques d'exclusion. Il y a un ressentiment contre la société, car certains enfants d'immigrés vivent leur situation, leurs difficultés comme un rejet volontaire de la société à leur égard

Nous savons qu'il existe des quartiers comptant plus de 40 % de chômeurs, mais qui ne sont pas concernés par la violence urbaine. L'immigration constitue un facteur aggravant : il y a un sentiment d'injustice, parce qu'il y a aussi une forte attente à l'égard de la société et cet

élément psychologique est fondamental, tout le contraire du fatalisme qu'on trouve dans d'autres quartiers. »

## Débat :

**Véronique Poggioli :** Des formes de remédiation sont-elles possibles ?

**Lucienne Bui Trong :** Oui, elle est d'autant plus nécessaire que la violence aggrave la ghettoïsation. Tous ceux qui le peuvent quittent le quartier. Il faut lutter pour freiner ce processus, permettre la mixité sociale, empêcher ces poches de repli. Il faut des politiques avec beaucoup d'engagements. Il faut que tous les acteurs travaillent ensemble, tirent dans la même direction (sans entrer dans la polémique stérile entre prévention et répression). La police doit réviser sa manière de travailler dans les quartiers : les CRS par exemple, créés pour gérer les grandes manifestations dans les centres-villes, sont peu adaptés à des quartiers où l'architecture a conçu des recoins, des cachettes, des couloirs et des coursives ! Il faut savoir gérer cela. La justice doit également avoir une vision différente sur ces problèmes. Je prends l'exemple d'une affaire dans une cité de l'Essonne : les parkings sont une sorte de garage illégal de voitures volées. Il y a eu une très longue enquête de plusieurs mois menée par la sûreté départementale, entraînant des interpellations et la saisie de 195 véhicules. Les gens ont été remis aussitôt en liberté pour être convoqués plusieurs mois plus tard. La police a été très choquée et a voulu emmener la juge visiter le quartier. Elle a répondu avec hauteur que si elle y allait, elle ne serait plus dans son rôle de juge, car la justice devait être froide et impartiale.

Ceci étant, on doit constater aussi que notre société est incapable de faire face à ce phénomène de violence, par indifférence mais aussi par un discours idéologique de victimisation, d'excusisme sociologique.

**Pierre Kerleroux :** Ce sentiment d'angélisme a ressurgi lors des émeutes de 2005, avec l'idée que tout est aggravé par les bourdes de la police. Nous entendons aussi régulièrement « **On m'a exclu à l'école** », ce qui pour nous professeurs, est absolument insupportable. Cette idée « exclusion de l'école parce que je suis Arabe » !!

**Anne Gaschy :** L'éducation maghrébine est souvent complaisante envers les garçons qui sont soutenus par les mères et qui cherchent la limite par des provocations continuelles.

**LBT :** Alors que pour les filles, c'est exactement le contraire. La police pensait que l'intégration se faisait par les femmes. Aujourd'hui, la situation des femmes a beaucoup régressé, car la pression du groupe est forte.

**Michèle Poncelet :** J'ai le même sentiment avec mes étudiantes en BTS tourisme, qui depuis plusieurs années sont de plus en plus vindicatives, avec un comportement revendicatif religieux qui me semble aller dans le mauvais sens.

**LBT :** Je vous le confirme, car ces quartiers subissent le contrecoup de l'islamisme. Même s'il se développe d'abord ailleurs, il retentit chez nous. Là encore, personne n'y croyait. En 1992, une note d'alerte des RG de Lyon semblait très politiquement incorrecte ! En 1994, une enquête avait concerné les associations d'encadrement, 240 oeuvrant pour l'intégration mais en fait masquées, car déversant toute une idéologie anti-occidentale, dans la mouvance de l'UOIF et de groupes turcs radicaux, avec des pressions sur les parents. Dans de nombreux quartiers sensibles, les associations traditionnelles ont perdu leur influence au profit des islamistes. Des policiers bénévoles faisaient de l'aide aux devoirs dans certains quartiers. Dix ans plus tard, tous les enfants étaient encadrés par les barbus qui se livrent à un lent travail de sape, mettant l'accent sur la pureté (attaques envers les laïcs, biscuits jugés impurs, avec du porc....)

**Véronique Poggioli :** Dans les Ardennes, il y a eu noyautage et évacuation des autres associations dans certains quartiers. Dans un contexte mono-culturel, les barbus sont très présents, par exemple dans la vallée de la Meuse, à Fumay : le centre social, d'abord pluriethnique est devenu mono-ethnique.

**LBT :** Il y a aussi l'exaltation d'un islam transnational, comme celui revendiqué par Khaled Kelkal (« Je ne suis ni français ni algérien je suis musulman »). Jusqu'aux années 90, les musulmans pratiquants étaient des quinquagénaires. Les jeunes intégristes revendiquent une identité qui n'a pas été transmise par les parents. L'immigration s'est poursuivie de façon massive avec l'arrivée de femmes du bled et d'un mode de vie traditionnel dont le voile, qui s'impose par le nombre.

Nous semblons incapables de lutter contre ces provocations avec nos valeurs de laïcité de rationalité, d'esprit critique, car nous n'osons mêmes plus les mettre en avant.

**Jean-Marie Noël :** J'ai l'impression que Nicolas Sarkozy met la police en porte à faux.

**LBT :** Il durcit l'image de la police, par des interventions très médiatiques. Par ailleurs, en se montrant souvent sur le terrain, il décrédibilise les responsables locaux de l'ordre public.

**Anne Gaschy :** Les policiers ont l'impression d'être obligés de faire du chiffre...

**LBT :** Le ministère évalue le travail de terrain sur le seul critère des chiffres de la délinquance, alors que les missions de la police ne se réduisent pas à ce seul aspect.

**Pierre Kerleroux :** Nous sommes en outre navrés de la confusion idéologique dans laquelle sont tombées des associations estimables comme la LDH ou le MRAP, parti dans une spirale exclusivement fixée sur l'islamophobie. Cet examen de conscience permanent nous tue. Les aspects moraux, religieux envahissent le politique.

**LBT :** D'autant que l'histoire de la France ne se résume pas à ses fautes...

**Michèle Poncelet :** Lors d'un voyage en Tunisie, cinq de mes étudiantes en BTS tourisme d'origine maghrébine se sont montrées particulièrement vindicatives en voulant faire des exposés sur l'islam où elles ont montré qu'elle n'y connaissaient rien. Kairouan, ville sainte, la Tunisie terre d'islam : un marketing touristique !

**LBT :** Nos mises en garde sur l'UOIF n'ont pas été prises en compte.

### **Bibliographie : ouvrages publiés par Lucienne Bui Trong**

- *Violences urbaines, des vérités qui dérangent*, Paris, Bayard, 2000
- *Violence, les racines du mal*, Paris, Le Relié, collection Ose savoir, 2002
- *La police dans la société française*, Paris, PUF, 2003
- *Les racines de la violence : de l'émeute au communautarisme*, Editions Audibert, 2003

Pour la commission,  
Christine Guimonnet